



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 65.081/2
du 24 janvier 2019

advies 65.081/2
van 24 januari 2019

sur

over

des amendements n^{os} 463 à 534
au projet de loi 'introduisant le
Code des sociétés et des
associations et portant des
dispositions diverses'

amendementen nrs. 463 tot 534
op het wetsontwerp 'tot
invoering van het Wetboek van
vennootschappen en
verenigingen en houdende
diverse bepalingen'

Le 21 décembre 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président de la Chambre des représentants à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur des amendements n^{os} 463 à 534 au projet de loi 'introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses', déposés par MM. HENRY et CASIER, Mme ALMACI et M. VANDEN BURRE (*Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, n° 54-3119/016).

Les amendements ont été examinés par la deuxième chambre le 24 janvier 2019. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur. Henri CULOT, appelé en qualité d'expert sur la base de l'article 82 des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, a également présenté un rapport.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 24 janvier 2019.

*

Op 21 december 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over amendementen nrs. 463 tot 534 op het wetsontwerp 'tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen', ingediend door de heren HENRY en CASIER, mevrouw ALMACI en de heer VANDEN BURRE (*Parl. St.*, Kamer, 2018-19, nr. 54-3119/016).

De amendementen zijn door de tweede kamer onderzocht op 24 januari 2019. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Patrick RONVAUX, staatsraden, Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur. Henri CULOT, die als expert opgeroepen is op grond van artikel 82 van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerde op 12 januari 1973, heeft eveneens verslag uitgebracht.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 24 januari 2019.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique des amendements[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, les amendements appellent les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Pour l'examen des amendements qui lui sont soumis, la section de législation adopte l'hypothèse que ces amendements viennent modifier le projet de loi 'introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses' dans la version adoptée en deuxième lecture par la Commission de droit commercial et économique de la Chambre des représentants, datée du 12 décembre 2018¹.

AMENDEMENT N° 463

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'intention des auteurs de l'amendement est d'inclure dans le Code des sociétés et des associations en projet une réglementation complète de la société coopérative pour éviter que les règles applicables à cette forme de société résultent d'un renvoi à celles applicables à la société à responsabilité limitée. Ainsi, de nombreux articles proposés par l'amendement sont une simple transposition, dans le livre 6 en projet consacré aux sociétés coopératives, des dispositions du livre 5 consacré aux sociétés à responsabilité limitée sans qu'apparaisse du texte des articles ni de la justification de l'amendement une intention de prévoir une règle différente de celle applicable à la société à responsabilité limitée.

Il semble toutefois que, pour opérer cette transposition, les auteurs de l'amendement ne se sont pas basés sur la dernière version du projet de Code. Il en résulte de nombreuses divergences de texte, et parfois de contenu, entre les articles proposés par l'amendement et les articles correspondants du livre 5 en projet. Ces divergences figurent notamment aux articles 6:1, § 1^{er}, alinéa 4, 6:4, § 2, 6^o, et § 3, 6:8, § 2, alinéa 2, et § 3, 6:10, alinéas 1^{er} à 3, 6:11, alinéa 3, 6:13, alinéa 1^{er}, 2^o et 6^o, et alinéa 2, 6:14, § 2, 6:24, 6:26, alinéa 1^{er}, 5^o, 6:27, 2^o et 3^o, 6:28, alinéas 1^{er} à 4, 6:31, alinéa 1^{er}, 6:33, § 1^{er}, alinéa 3, 1^o, et § 2, 6:36, § 2, alinéa 2, 6:39, 6:43, 6:44, §§ 2 et 3, 6:48, § 2, alinéas 2 et 3, et § 3, 6:50, 6:52, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, 6:53, alinéa 1^{er}, 6:54, alinéa 2, 6:55, § 3, alinéa 1^{er}, 6:58, alinéas 1^{er} à 3, 6:60, alinéa 1^{er}, 6:61, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, §§ 2 et 4, 6:64, § 3, alinéa 2, 6:67, § 2, alinéa 2, 6:68, 6:70, §§ 1^{er} à 4, 6:71, § 1^{er}, alinéas 1^{er} à 3, 6:74, 6:76, alinéa 1^{er}, 6:78, 6:81, alinéa 1^{er}, 6:82, § 1^{er}, alinéa 4 et § 3, 6:89,

[‡] S'agissant d'amendements à un projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ *Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, n° 54-3119/015.

alinéa 1^{er}, 4°, 6:90, alinéa 2, 6:92, 6:93, 6:94, alinéas 1^{er} et 2, 6:97, § 4, alinéa 1^{er}, 6:103, alinéa 2, 6:108, alinéas 1^{er} et 3, 6:111, alinéa 1^{er}, 6:113, alinéa 2, et 6:116 en projet.

Sauf lorsque l'intention des auteurs est de prévoir une règle différente pour les sociétés coopératives et pour les sociétés à responsabilité limitée et que la différence de traitement ainsi introduite est compatible avec les principes d'égalité et de non-discrimination, il convient à chaque fois d'aligner le texte de l'amendement sur celui des articles correspondants du livre 5 en projet.

2. Probablement pour la même raison que celle évoquée dans l'observation précédente, plusieurs renvois à d'autres articles du projet sont erronés, notamment aux articles 6:3, 6:13, alinéa 3, 6:26, alinéa 1^{er}, 6°, 6:55, §§ 1^{er} et 2, 6:71, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2, 6:72, 6:77, § 1^{er}, alinéa 3, § 2, alinéa 1^{er}, c), et § 2, alinéa 3, 6:82, § 2, 6:84, alinéa 4, 6:104, §§ 1^{er} et 2, c), 6:113, alinéa 3, et 6:116 en projet.

Ces renvois doivent être corrigés.

3. La terminologie adoptée pour le livre 6 proposé, en particulier les termes « associés » et « parts », ne correspond pas à la structure du Code en projet, qui réserve ces termes aux sociétés à responsabilité illimitée, dites sociétés « de personnes », régies par le livre 4 en projet, alors que, pour les sociétés à responsabilité limitée régies par les livres 5, 6 et 7, dont la société coopérative, le Code utilise les termes « actionnaires » et « actions ». Il est renvoyé à la version néerlandaise de la présente observation.

4. Dans la mesure où des dispositions du livre 5 en projet sont transposées ou des dispositions de la version précédente du livre 6 en projet sont reprises, la section de législation renvoie à ses avis précédents concernant ces dispositions ², dans la mesure où il n'en aurait pas été tenu compte dans l'intervalle.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 6:1 en projet

La définition de la société coopérative, qui résulte du paragraphe 1^{er}, alinéas 1^{er} à 3, manque de précision. Les auteurs de l'amendement semblent envisager une définition qui identifie des caractéristiques propres de la société coopérative et qui la distinguent des autres formes de sociétés mais refuser en même temps le caractère nécessairement limitatif d'une telle définition. Il en résulte qu'à lire le texte en projet, on comprend que la société coopérative est supposée se distinguer des autres formes de sociétés mais on ne parvient pas à identifier ses spécificités.

² Avis n° 61.988/2 donné le 9 octobre 2017 sur un avant-projet de loi 'introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses', *Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 54-3119/002, pp. 3 à 116 (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/61988.pdf>) ; avis n° 63.906/2/V donné le 13 septembre 2018 sur un projet de loi 'introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses', *Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 54-3119/007, pp. 1 à 43 (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63906.pdf>).

En outre, certains termes employés sont trop vagues. Ainsi, le mot « parties prenantes » figurant au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est susceptible de diverses interprétations. Qu'il soit, dans la première phrase, précédé du mot « certaines » ajoute à la confusion car, à supposer qu'on parvienne à identifier précisément qui doit être considéré comme une « partie prenante », on ne saurait toujours pas lesquelles, parmi celles-ci, sont visées par la disposition. De même, ce que recouvre exactement le « secteur coopératif » visé à l'alinéa 2 manque de précision.

La seconde phrase du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est particulièrement difficile à comprendre. Dans la mesure où elle vise les besoins des associés, elle est redondante avec la première phrase. Les mots « ou, à l'inverse, à l'intervention de filiales » ne se rattachent pas aux considérations qui précèdent. Les mots « qui peuvent également être des sociétés coopératives » sont inutiles dès lors qu'ils n'imposent ni n'interdisent rien.

La définition de la société coopérative, telle qu'elle résulte du paragraphe 1^{er}, alinéas 1^{er} à 3, a pourtant une grande incidence juridique puisque, si une société coopérative ne respecte pas les conditions émises par cette disposition, elle est susceptible d'être dissoute (voir l'article 6:115 en projet). Il s'impose d'autant plus de clarifier cette définition afin qu'elle soit opérationnelle pour ses destinataires.

Article 6:3 en projet

Le mot « explicitement » est superflu et sera supprimé.

Article 6:7 en projet

1. L'article 6:7 en projet devrait viser tous les modes d'acquisition de parts et en particulier la souscription.

On comprendrait alors mieux pourquoi cet article figure dans le titre 2 relatif à la constitution de la société, même si sa portée est plus générale.

2. Les mots « ou les prendre en gage » seront en outre remplacés par les mots « ni les prendre en gage ».

Article 6:13 en projet

La question se pose de savoir si les finalités et les valeurs de la société, visées à l'article 6:1, § 3, en projet ne devraient pas, elles aussi, faire l'objet d'une publication. Le cas échéant, il convient de les mentionner dans la liste des éléments à publier.

Article 6:14 en projet

L'article 6:14 en projet est consacré à la nullité des sociétés coopératives mais ses paragraphes 1^{er} et 3 contiennent des dispositions qui ne concernent pas la nullité.

Pour des raisons de clarté et de cohérence, il convient de :

– déplacer la règle fixée au paragraphe 1^{er}, prévoyant que la société coopérative doit être constituée par au moins trois associés, dans l'article 6:1 en projet ;

– supprimer le paragraphe 3 dès lors qu'il devient redondant avec l'article 6:115 en projet, qui prévoit que la société peut être dissoute si, au cours de son existence, elle ne remplit pas ou plus les conditions fixées à l'article 6:1.

L'article 6:14 en projet se limiterait alors à son actuel paragraphe 2.

Article 6:16 en projet

Sauf s'il est tenu compte de l'observation n° 1 formulée ci-dessus à propos de l'article 6:7 en projet, le 3° est incohérent car l'article 6:7 précité n'interdit pas la souscription de parts par la société.

Article 6:17 en projet

Sauf s'il est tenu compte de l'observation formulée ci-dessus à propos de l'article 6:14 en projet, le renvoi à cet article qui figure au 1° doit être limité aux paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 6:14.

Article 6:19 en projet

1. L'objectif des auteurs de l'amendement est d'éviter que les règles applicables à la société coopérative résultent d'un renvoi à celles de la société à responsabilité limitée. La raison pour laquelle, à la première phrase de l'alinéa 3, ils n'appliquent pas ce principe aux règles concernant les titres dématérialisés émis par une société coopérative, n'apparaît pas clairement. Par souci de cohérence, il convient de reproduire dans le livre 6, en l'adaptant si nécessaire, le texte des articles 5:30 à 5:39 en projet.

2. La troisième phrase de l'alinéa 3 est globalement redondante avec l'article 1:12, 2°, en projet, tout en étant libellée de manière un peu différente, sans justification apparente.

Il convient de l'omettre.

Article 6:34 en projet

1. La notion de « cadre particulier » qui figure au paragraphe 2 n'est pas claire. En particulier, on ne comprend pas en quoi ce cadre se distinguerait d'une simple classe de parts qui serait réservée aux associés fondateurs.
2. Au paragraphe 3, le renvoi à l'article 6:45 doit être supprimé ou sa portée doit être clarifiée.

Titre 4 en projet

Par souci de cohérence avec l'organisation des autres livres du Code en projet (en particulier ses livres 5 et 7), le titre consacré au patrimoine de la société devrait être le titre 5, suivant un titre 4 consacré aux organes et à l'assemblée générale des obligataires.

Article 6:45 en projet

Cet article serait formulé plus clairement comme suit :

« Seuls les associés et les personnes répondant aux conditions définies à l'article 6:41 pour pouvoir devenir associé peuvent souscrire des parts nouvelles »³.

Article 6:48 en projet

1. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, troisième phrase, semble vouloir conférer aux associés le droit d'obtenir les rapports annoncés dans l'ordre du jour. Cette phrase renvoie toutefois à l'article 6:77, § 3, en projet, qui, quant à lui, n'impose une communication des documents que si les statuts de la société le prévoient. Ainsi, l'articulation entre l'article 6:48, § 1^{er}, alinéa 4, troisième phrase, et l'article 6:77, § 3, doit être clarifiée pour préciser si le premier impose la communication de la copie des rapports même lorsque les statuts de la société ne l'imposent pas.

D'une manière générale, il semble logique que les associés aient toujours le droit de disposer des documents dont le Code en projet prévoit qu'ils doivent être mis à leur disposition. En ce sens, la présente observation pourrait être rencontrée par une modification de l'article 6:77, § 3, en projet afin que l'obligation de mise à disposition résulte directement de la loi et non d'une clause optionnelle des statuts.

La même observation s'applique aux articles 6:61, § 1^{er}, alinéa 2, 6:89, alinéa 2, 6:93, alinéa 1^{er}, et 6:94, alinéa 2, en projet.

2. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 5, distingue la nullité d'une décision de l'assemblée générale en cas d'apport en nature et celle d'une décision de l'organe d'administration en cas d'apport en nature sans émission de nouvelles parts.

³ En ce sens, par exemple, voir l'article 5:123 en projet.

Toutefois, d'une part, les causes de nullité sont formulées de manière différente dans l'un et dans l'autre cas sans justification apparente et, d'autre part, la compétence d'émettre de nouvelles parts n'est pas réservée à l'assemblée générale (voir l'article 6:46, § 1^{er}, alinéa 3, en projet) et les articles en projet n'indiquent pas quel organe est compétent pour accepter des apports en nature sans émission de nouvelles parts (contrairement à l'article 5:120, § 2, applicable à la société à responsabilité limitée).

Même si cette disposition est la reproduction de l'article 5:133, § 1^{er}, alinéa 5, il serait préférable de prévoir une seule sanction de nullité pour l'absence des rapports prévus en cas d'apport en nature, quel que soit l'organe qui a pris la décision.

Article 6:49 en projet

1. Au 1^o, le renvoi à l'article 6:6 pose problème en ce que cet article est applicable au moment de la constitution sans que la règle soit répétée pour le cas de l'émission de parts postérieurement à celle-ci, ce qu'il conviendrait de faire ⁴.
2. Au 3^o, il y a lieu de renvoyer à l'article 6:45 et non à l'article 6:47.

Article 6:55 en projet

Dans le texte français du paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « au conseil compétent » doivent être remplacés par les mots « à l'organe compétent ».

Titre 4, chapitre 2, section 1, en projet

L'intitulé de la section 1 du chapitre 2 du titre 4 en projet doit être complété par les mots « et tantièmes » pour que les règles qu'il contient visent aussi les distributions aux membres de l'organe d'administration, comme pour la section correspondante du livre 5.

Article 6:57 en projet

L'alinéa 3 devrait préciser quel organe de la société est compétent pour décider de la politique en matière d'affectation du bénéfice. En particulier, cette question est importante vu le fait que l'adoption ou la modification de « la charte » relève des pouvoirs résiduels de l'organe d'administration ; il n'est par ailleurs pas exclu que ce soit le même organe qui, dans certains cas, adopte ou modifie le règlement d'ordre intérieur ⁵. Il serait dès lors paradoxal que l'assemblée générale soit seule compétente pour décider de distribuer des dividendes et des tantièmes mais qu'elle n'ait pas le pouvoir de déterminer la politique de la société dans cette matière.

⁴ Voir en ce sens, s'agissant respectivement de la société à responsabilité limitée et de la société anonyme, les articles 5:120, § 1^{er}, alinéa 2, et 7:177, alinéa 3, en projet.

⁵ Article 2:59, en projet du Code.

Articles 6:62 et 6:63 en projet

1. Les règles et possibilités que prévoient ces articles résultent déjà des autres dispositions du Code en projet. Par exemple, il va de soi qu'une disposition des statuts qui prévoirait des capitaux propres ou une réserve indisponible ne peut être modifiée que dans les conditions requises pour la modification des statuts.

Ils sont donc inutiles, en ce sens que leur suppression ne modifierait pas le dispositif en projet.

2. À tout le moins, la deuxième phrase de l'article 6:62 en projet doit être supprimée car il ne s'agit pas d'une application *mutatis mutandis* de l'article 6:58 auquel elle renvoie mais bien d'une application pure et simple de cet article, qui envisage déjà le cas de capitaux propres indisponibles.

3. La notion d'« objet principal de la société » visée à l'article 6:63 en projet n'est pas claire ni définie dans le Code en projet. En particulier, on ne comprend pas en quoi elle se distingue de l'objet social.

Cette notion d'objet principal est d'ailleurs restituée dans le texte néerlandais en projet par le terme « maatschappelijk doel », le même terme que celui qui est utilisé à l'article 6:114 comme pendant du terme français « objet social ». Dans d'autres articles, le terme « objet social » correspond à d'autres termes encore (voir notamment les articles 7:1:1 et 7:1:19).

Titre 5 en projet

L'intitulé du titre 5 doit être complété par les mots « et assemblée générale des obligataires » pour ne pas donner l'impression que l'assemblée générale des obligataires serait, dans la société coopérative, un organe de la société et pour s'aligner sur le titre correspondant du livre 5 en projet.

Article 6:64 en projet

La question se pose de savoir pourquoi, contrairement à la disposition correspondante du livre 5 en projet (article 5:70, § 1^{er}, alinéa 2), le paragraphe 1^{er} ne précise pas que « [l]es administrateurs ne peuvent en cette qualité être liés à la société par un contrat de travail », ainsi que cela résulte d'ailleurs de la législation en matière sociale.

Article 6:73 en projet

1. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « de la loi » doivent être remplacés par les mots « du présent Code ».

2. Au paragraphe 2, alinéa 3, le mot « administrateurs » doit être remplacé par les mots « membres du comité de direction ».

Article 6:77 en projet

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, il convient de prévoir que la convocation est également communiquée aux associés.

Article 6:93 en projet

Outre la modification de son objet, la société pourrait aussi modifier les clauses des statuts relatives à ses buts (voir l'article 1:1 en projet), ses finalités ou ses valeurs (voir l'article 6:1, § 3, en projet). Pour éviter toute insécurité, il conviendrait de préciser explicitement si ces modifications sont régies par l'article 6:92 ou par l'article 6:93, étant entendu que, dans la société à responsabilité limitée, la modification d'un but est soumise aux mêmes règles qu'une modification de l'objet (voir l'article 5:101 en projet), ce qui se comprend dans la mesure où il s'agit d'un élément au moins aussi important que l'objet de la société.

L'intitulé de la sous-section 2 dans laquelle figure cet article doit, le cas échéant, être adapté.

Article 6:95 en projet

Le mot « présent » sera ajouté entre le mot « le » et le mot « Code ».

AMENDEMENTS N^{OS} 464 À 530

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Les amendements n^{OS} 464 à 530 ont pour objectif d'introduire en droit belge un régime juridique applicable à la société à gestion coopérative et participative (SCOP) sur le modèle de la loi française n° 78-763 du 19 juillet 1978 'portant statut des sociétés coopératives de production', ainsi qu'aux unions de telles sociétés.

Une telle proposition doit cependant s'intégrer de manière harmonieuse et cohérente dans les autres dispositions du droit belge, et en particulier du Code en projet. Or, il résulte de ce qui suit que tel n'est pas le cas dans l'état actuel des amendements.

2. Ces derniers utilisent des concepts qui ne sont pas ou plus utilisés dans le droit belge en vigueur ou qui ne le seront plus en cas d'adoption du Code en projet. À titre d'exemples, les notions de raison sociale, de société commerciale, de tribunal de commerce et d'entreprise à finalité sociale doivent être remplacées par celles de dénomination, de société, de tribunal de

l'entreprise et d'entreprise sociale (voir notamment les articles 7:1:3, 7:1:4, 7:1:5, alinéa 4, 7:1:18, alinéa 3, 7:1:45, alinéa 4, et 7:1:52, alinéa 4, proposés par les amendements).

Le Code en projet supprime la forme sociale de groupement d'intérêt économique (voir toutefois l'article 7:1:42 proposé par l'amendement n° 516). Par ailleurs, à cet article, on ne comprend pas ce que visent les expressions « fédérations », « groupements » et « œuvres de prévoyance ou d'assistance de SCOP ».

Le Code en projet supprime la notion de réserve légale (voir toutefois les articles 7:1:27, 7:1:28, point 1, et 7:1:43, point 2, proposés par les amendements) et celle de société coopérative à responsabilité limitée (voir toutefois l'article 7:2:24 [lire : « 7:1:24 »]).

Le Code en projet utilise la notion générique d'organe d'administration pour désigner les organes d'administration de toutes les sociétés (gérants, conseil d'administration, conseil de direction, etc.) (voir toutefois notamment les articles 7:1:8 et 7:1:15 proposés par les amendements). La terminologie utilisée toutefois pour viser les dirigeants de la société n'est pas uniforme dans les différents articles proposés et ne correspond pas à celle utilisée dans les autres dispositions du Code en projet (voir notamment les articles 7:1:14, 7:1:15, 7:1:17, 7:1:19, alinéa 3, 7:1:25, 7:1:33, alinéa 1^{er}, 7:1:34, alinéa 2, 7:1:35, alinéas 1^{er} et 3, 7:1:47 et 7:1:52, alinéa 4, proposés par les amendements).

Dans la version française des amendements, les termes « travailleur » (voir notamment les articles 7:1:1, 7:1:5, 7:1:6, 7:1:8, 7:1:10, 7:1:11, 7:1:15, 7:1:18, 7:1:22, 7:1:24, 7:1:26, 7:1:28, 7:1:29, 7:1:34, 7:1:36, 7:1:37, 7:1:38 et 7:1:43), « salarié » (voir notamment les articles 7:1:27, 7:1:32, 7:1:33, 7:1:34, 7:1:35, 7:1:37 et 7:1:48 proposés par les amendements) et « employé » (voir notamment les articles 7:1:16 et 7:1:43 proposés par les amendements) sont utilisés indifféremment comme équivalents du terme néerlandais « werknemer » sans qu'apparaisse une réelle distinction entre ces termes. Ces notions devraient aussi être articulées avec celle de « personnel » définie à l'article 1:27 en projet. Par ailleurs, il n'est pas précisé si l'employeur de ces travailleurs, de ces salariés ou de ces employés doit être la société ou s'ils pourraient éventuellement être employés par une autre société (éventuellement liée) que celle dont ils sont associés.

À plusieurs endroits, les amendements confondent également les notions de société et d'entreprise (voir notamment articles 7:1:1, 7:1:5, 7:1:6, 7:1:16, 7:1:26 proposés par les amendements, etc.). Dans la version néerlandaise, ce sont les termes « vennootschap », « onderneming » et « bedrijf » qui sont indifféremment utilisés.

3. D'après l'article 7:1:1 en projet, le statut de SCOP serait accessible à toutes les sociétés dotées de la personnalité juridique.

Or, indépendamment du fait que certaines dispositions laissent penser qu'il s'agirait de sociétés coopératives (par exemple les articles 7:1:2 et 7:1:19, alinéa 1^{er}, point 2), certaines dispositions qui régissent la SCOP et qui, d'après l'article 7:1:1 en projet, devraient figurer dans ses statuts, sont contraires à des dispositions impératives du projet applicables à certaines formes de sociétés.

À titre d'exemples :

– les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés coopératives sont dépourvues de capital, que l'amendement n° 463 soit adopté ou non. Les dispositions relatives à la SCOP qui prévoient ou qui supposent l'existence d'un capital (voir notamment les articles 7:1:3, 7:1:4, 7:1:5, alinéa 3, 7:1:19, alinéa 1^{er}, 7:1:21, alinéa 2, 7:1:22, alinéa 1^{er}, 7:1:23 et 7:1:33, alinéa 3, en projet) ne sont pas compatibles avec les dispositions du projet du Code, dont il résulte que les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés coopératives n'ont pas de capital, de sorte que le statut de SCOP ne serait pas accessible aux sociétés à responsabilité limitée et aux sociétés coopératives ;

– l'article 7:1:11, alinéa 1^{er} en projet, qui prévoit que « [l]es travailleurs-associés doivent détenir au moins 50 % des voix à l'assemblée générale », semble incompatible avec l'article 7:55 en projet qui, dans la société anonyme, prévoit que « [l]es statuts peuvent limiter le nombre de voix dont chaque actionnaire dispose dans les assemblées, à *condition que cette limitation s'impose à tout actionnaire* quels que soient les titres pour lesquels il prend part au vote » (italiques ajoutées) ; le même problème se pose à propos de l'article 7:1:22, alinéa 2, en projet ; le statut de SCOP ne serait donc pas accessible aux sociétés anonymes ;

– comme indiqué plus précisément dans l'observation générale n° 5 ci-dessous, l'article 7:1:16 en projet est incompatible avec les articles 5:70, § 1^{er}, alinéa 2, et 7:85, § 1^{er}, alinéa 3, en projet ;

– la souscription « optionnelle » des parts prévues par l'article 7:1:19, alinéa 1^{er}, point 3, en projet semble incompatible avec l'obligation de souscription inconditionnelle des actions dans la société anonyme (articles 7:4 et 7:177, alinéa 3, en projet), dans la société à responsabilité limitée (articles 5:5 et 5:120, § 1^{er}, alinéa 2, en projet) et dans la société coopérative (articles 6:3, § 1^{er}, 5:5 et 5:120, § 1^{er}, alinéa 2, en projet ou, si l'amendement n° 463 est adopté, article 6:6 en projet) ;

– le remboursement ou rachat de parts prévu par l'article 7:1:21, alinéa 2, en projet, s'il est mis à charge de la société, n'est pas autorisé dans la société anonyme ou, à tout le moins, il est assorti de la condition d'une offre faite aux mêmes conditions à tous les actionnaires (article 7:215, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, en projet), ce qui n'est pas compatible avec le mécanisme envisagé par l'article 7:1:21, alinéa 2, en projet ; la même observation s'applique *mutatis mutandis* aux articles 7:1:26, 7:1:38 et 7:1:45, alinéa 2, en projet ;

– le mécanisme prévu à l'article 7:1:25 en projet, s'il est appliqué dans une société anonyme, s'analyse comme une réduction de capital qui doit être faite dans le respect de la procédure prévue aux articles 7:208 et 7:209 en projet, ce qui exclut notamment que la décision soit prise par l'organe d'administration comme le prévoit pourtant l'article 7:1:25 en projet ; par ailleurs, cet article revient à rendre conditionnelle la souscription du capital, ce qui est incompatible avec les articles 7:4 et 7:177, alinéa 3, en projet, déjà mentionnés ; des incompatibilités analogues se posent dans une société à responsabilité limitée ou dans une société coopérative, au regard de l'inconditionnalité de la souscription des apports et des règles relatives aux distributions ;

– l'article 7:1:30, alinéa 1^{er}, en projet, qui confie au SPF Économie la compétence de modifier les statuts des SCOP, à supposer que telle soit la portée de ce texte, est incompatible avec les dispositions en projet qui confient cette compétence à l'assemblée générale (notamment les articles 5:100 à 5:102 et 7:153 à 7:155 en projet).

4. Les amendements contiennent des dispositions inutiles, soit parce qu'elle répètent une règle qui résulte déjà d'une autre disposition du Code en projet ou d'une autre législation, soit parce qu'elles se bornent à autoriser un acte qu'aucune disposition n'interdit (voir notamment les articles 7:1:1, alinéas 1^{er} à 3, 7:1:2, 7:1:11, alinéas 3 et 4, 7:1:19, alinéa 2, 7:1:44, 7:1:51 et 7:1:53, alinéa 2).

5.1. Dès lors qu'elles comportent d'importants aspects relatifs à l'implication des travailleurs dans les sociétés, les dispositions en projet doivent organiser une meilleure articulation avec les dispositions relevant du droit social au sens large.

Il y a lieu à cet égard d'observer notamment ce qui suit.

5.2. Les articles 7:1:6, alinéa 2 et 7:1:9 en projet paraissent incompatibles avec l'article 24, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 3 juillet 1978 'relative aux contrats de travail', qui interdisent notamment de « subordonner la conclusion d'une convention de travail à la condition, pour le travailleur, de souscrire, d'acheter ou d'échanger, sous quelque forme que ce soit, des valeurs mobilières, telles que des obligations, des actions, des parts ou participations [...] ». Cette question est d'autant plus importante que ces articles en projet sont susceptibles de porter atteinte à la liberté d'association, garantie notamment par l'article 27 de la Constitution et l'article 11 de la Convention européenne des droits de l'homme, liberté lue à la lumière de la recommandation n° 193 de l'Organisation internationale du Travail 'sur la promotion des coopératives' ⁶.

À ce titre, la loi du 24 mai 1921 'garantissant la liberté d'association', qui assure l'effectivité de l'article 27 de la Constitution, dispose comme suit en son article 4 :

« Sera puni des mêmes peines, quiconque aura méchamment, dans le but de porter atteinte à la liberté d'association, subordonné la conclusion, l'exécution ou, même en respectant les préavis d'usage, la continuation d'un contrat de travail ou de services, soit à l'affiliation, soit à la non-affiliation d'une ou de plusieurs personnes à une association ».

Une telle atteinte suppose une justification toute particulière, qui ne figure pas dans la justification des amendements.

5.3. Les articles 7:1:10, alinéa 1^{er}, point 2, et 7:1:17 en projet semblent modifier, dans certains cas, les conditions de licenciement des travailleurs, prévues par ou en vertu de la loi du

⁶ L'article 8, paragraphe (1), *littera* (b) de cette recommandation énonce ce qui suit :

« Les politiques nationales devraient notamment :

[...]

(b) faire en sorte que les coopératives ne puissent pas être créées ou être utilisées aux fins de se soustraire à la législation du travail et ne servent pas à établir des relations de travail déguisées et lutter contre les pseudo-coopératives violant les droits des travailleurs, en veillant à ce que le droit du travail soit appliqué dans toutes les entreprises ;

[...] ».

3 juillet 1978.

5.4. Les articles 7:1:6, alinéa 2, « 7:2:24 » (lire : « 7:1:24 »), alinéa 3, et 7:1:37, alinéa 2, en projet paraissent incompatibles avec l'article 23 de la loi du 12 avril 1965 'concernant la protection de la rémunération des travailleurs' : la portée du renvoi fait par ces dispositions à l'article 23 de la loi du 12 avril 1965, compte tenu du règlement spécifique par cette disposition de certaines hypothèses bien précises qui ne sont pas celles envisagées par les amendements à l'examen, n'apparaît pas clairement ; il en va de même quant à l'articulation des dispositions à l'examen avec cet article 23.

5.5. Alors que les dispositions du droit de la sécurité sociale et le Code en projet (en particulier ses articles 5:70, § 1^{er}, alinéa 2, et 7:85, § 1^{er}, alinéa 3) considèrent les administrateurs de société comme des travailleurs indépendants qui ne peuvent être, en cette qualité, liés à la société par un contrat de travail, l'article 7:1:16 en projet prévoit la règle inverse sans indiquer comment régler la contradiction.

6. Les amendements mettent en place un système de participation des travailleurs dans l'actionnariat et l'administration des sociétés qui les emploie, ce qui est également un des objets de la loi du 22 mai 2001 'relative à la participation des travailleurs au capital des sociétés et à l'établissement d'une prime bénéficiaire pour les travailleurs'. En particulier les articles 12 à 17 de cette loi régissent la société coopérative de participation.

Que les amendements faisant l'objet du présent avis soient adoptés ou non, le législateur doit veiller à rendre cette loi compatible avec les dispositions en projet régissant la société coopérative. Il doit aussi, le cas échéant, soit unifier soit différencier clairement la SCOP et la société coopérative de participation. Il pourrait aussi abroger les dispositions pertinentes de la loi du 22 mai 2001, auquel cas il ne pourrait toutefois plus y faire référence dans le Code en projet.

7. Le législateur peut, dans le respect des normes supérieures, prévoir un régime fiscal particulier pour les SCOP ou pour leurs associés. Le cas échéant, il doit modifier les dispositions pertinentes des codes fiscaux ou lois fiscales et y insérer une réglementation précise relative aux SCOP ou à leurs associés.

La qualification des montants attribués doit être claire sur le plan fiscal. Ainsi, l'article 7:1:28, alinéa 1^{er}, point 3, qui prévoit l'attribution d'une partie des bénéfices de la société à tous les travailleurs, même s'ils ne sont pas associés, laisse entière la question de savoir si cette attribution sera taxée comme un dividende ou comme un revenu professionnel.

Des renvois comme ceux que l'on trouve à l'article 7:1:29, alinéa 1^{er} en projet, dont le texte français est par ailleurs incompréhensible, n'offrent pas la clarté ni la précision suffisantes.

8. Sur le plan légistique, notamment :

– les dispositions modificatives, abrogatoires ou transitoires ne peuvent pas être

insérées dans le Code en projet mais doivent l'être, le cas échéant, dans le chapitre IV de la loi en projet (voir les articles 7:1:29, alinéa 2 et 7:1:53, alinéa 1^{er} [à supposer qu'il existe déjà des SCOP et des unions de SCOP actuellement], en projet) ;

– la plupart des renvois d'articles sont erronés et ne permettent pas de comprendre à quelle disposition, ni même parfois à quel acte législatif, il est renvoyé ;

– les intitulés des titres, chapitres et sections doivent être revus pour que les titres soient divisés en chapitres et les chapitres en sections et pour que le contenu de chaque subdivision corresponde à l'intitulé qui lui est donné.

9. Compte tenu du caractère fondamental et de l'ampleur des observations générales qui précèdent, les amendements n^{os} 464 à 530 ne seront pas examinés plus avant.

AMENDEMENTS N^{os} 531 À 534

Amendement n° 531 (article 7:53 en projet)

1. Dans son avis n° 63.906/2/V⁷, la section de législation a formulé des observations à l'égard du dispositif prévu dans le projet qui lui était soumis en ce qui concerne les conditions dans lesquelles les sociétés cotées pouvaient décider d'octroyer un droit de vote double aux actions remplissant les conditions définies dans le projet. Ces observations avaient trait, notamment, au risque d'atteinte aux droits de certains actionnaires, ce qui pouvait être contraire aux normes supérieures, plus particulièrement à celles protégeant le droit de propriété et à celles imposant un traitement égal et non discriminatoire, combinées ou non au principe de confiance légitime.

En imposant le droit de vote double, sans permettre à des actionnaires possédant 25 %, 33 %, 51 % ou même 74 % des droits de vote de s'y opposer, l'amendement va plus loin encore que le dispositif précédemment examiné et encourt par conséquent les mêmes critiques.

2. En outre, on peut douter que le dispositif en projet réalise l'objectif visé de prévoir de plein droit un droit de vote double dans les sociétés cotées dès lors que l'article 7:53, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet n'est pas impératif et ne modifie pas les statuts des sociétés existantes, qui prévoient, conformément au droit actuel, un droit de vote simple ; il n'impose pas davantage la modification de ces statuts.

Amendement n° 532 (article 6:1 en projet)

Si la définition proposée de la société coopérative peut être éclairante dans d'autres contextes, elle ne convient pas dans un dispositif juridique tel que celui du Code en

⁷ Avis n° 63.906/2/V donné le 13 septembre 2018 sur un avant-projet de loi 'introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses', *Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 54-3119/007, pp. 28 à 30 (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63906.pdf>).

projet, notamment en ce qu'elle s'appuie sur des notions qui, dans le projet de Code, reçoivent une signification technique précise qui ne correspond pas à celle de la définition. Par exemple, le Code en projet distingue clairement les sociétés des associations (articles 1:1 à 1:4 en projet) et il serait incohérent qu'il indique ensuite, comme il est proposé dans l'amendement, qu'une société (coopérative) est une association.

De même, les idées de groupement volontaire, d'autonomie de la personne morale, de propriété collective et de pouvoir démocratique, si on les comprend dans un sens plus politique que juridique, sont mises en œuvre techniquement dans les dispositions du Code en projet relatives aux sociétés coopératives, selon les modalités que ces dispositions prévoient. L'ajout d'une définition non juridique de la société coopérative, au sein d'une définition déjà très imprécise (voir les observations formulées sous l'article 6:1 en projet à l'amendement n° 463, auxquelles il est renvoyé pour le surplus) entretient la confusion plus qu'il ne permet de mettre en œuvre les idées soutenues par les auteurs de l'amendement.

Amendement n° 533 (article 3:6 en projet)

Quant au 1^o, les termes proposés doivent être ajoutés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van de amendementen,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geven de amendementen aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Voor het onderzoek van de haar voorgelegde amendementen gaat de afdeling Wetgeving ervan uit dat die amendementen strekken tot wijziging van het wetsontwerp ‘tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen’ in de versie die door de Commissie voor handels- en economisch recht van de Kamer van volksvertegenwoordigers in tweede lezing is aangenomen en die 12 december 2018 gedagtekend is.¹

AMENDEMENT NR. 463

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het is de bedoeling van de stellers van het amendement dat in het ontworpen wetboek van vennootschappen en verenigingen een volledige regeling van de coöperatieve vennootschap opgenomen wordt om te vermijden dat de regels die voor die vennootschapsvorm gelden het gevolg zijn van een verwijzing naar de regels die voor de besloten vennootschap gelden. Zo zijn een groot aantal bij het amendement voorgestelde artikelen louter een omzetting van de bepalingen van boek 5, dat over de besloten vennootschappen handelt, in het ontworpen boek 6, dat over de coöperatieve vennootschappen handelt, terwijl noch uit de tekst van de artikelen, noch uit de verantwoording van het amendement blijkt dat het de bedoeling is om in een andere regel te voorzien dan die welke geldt voor de besloten vennootschap.

Het lijkt evenwel dat de stellers van het amendement zich met het oog op die omzetting niet gebaseerd hebben op de laatste versie van het ontwerp van wetboek. Daaruit volgt dat de bij het amendement voorgestelde artikelen en de overeenstemmende artikelen van het ontworpen boek 5 qua tekst, en soms qua inhoud, op tal van punten verschillen. Die verschillen komen met name voor in de ontworpen artikelen 6:1, § 1, vierde lid, 6:4, § 2, 6°, en § 3, 6:8, § 2, tweede lid, en § 3, 6:10, eerste tot derde lid, 6:11, derde lid, 6:13, eerste lid, 2° en 6°, en tweede lid, 6:14, § 2, 6:24, 6:26, eerste lid, 5°, 6:27, 2° en 3°, 6:28, eerste tot vierde lid, 6:31, eerste lid, 6:33, § 1, derde lid, 1°, en § 2, 6:36, § 2, tweede lid, 6:39, 6:43, 6:44, §§ 2 en 3, 6:48,

[‡] Aangezien het gaat om amendementen op een wetsontwerp, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met hogere rechtsnormen verstaan.

¹ *Parl.St.* Kamer 2018-19, nr. 54-3119/015.

§ 2, tweede en derde lid, en § 3, 6:50, 6:52, § 1, tweede lid, 1°, 6:53, eerste lid, 6:54, tweede lid, 6:55, § 3, eerste lid, 6:58, eerste tot derde lid, 6:60, eerste lid, 6:61, § 1, tweede en derde lid, §§ 2 en 4, 6:64, § 3, tweede lid, 6:67, § 2, tweede lid, 6:68, 6:70, §§ 1 tot 4, 6:71, § 1, eerste tot derde lid, 6:74, 6:76, eerste lid, 6:78, 6:81, eerste lid, 6:82, § 1, vierde lid en § 3, 6:89, eerste lid, 4°, 6:90, tweede lid, 6:92, 6:93, 6:94, eerste en tweede lid, 6:97, § 4, eerste lid, 6:103, tweede lid, 6:108, eerste en derde lid, 6:111, eerste lid, 6:113, tweede lid, en 6:116.

Behalve wanneer het de bedoeling van de stellers is om in een verschillende regel te voorzien voor de coöperatieve vennootschappen en voor de besloten vennootschappen en het aldus tot stand gebrachte verschil in behandeling verenigbaar is met de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie, dient de tekst van het amendement telkens afgestemd te worden op de tekst van de overeenstemmende artikelen van het ontworpen boek 5.

2. Allicht om dezelfde reden als vermeld in de vorige opmerking, zijn verscheidene verwijzingen naar andere artikelen van het ontwerp verkeerd. Het gaat meer bepaald om de verwijzingen naar de ontworpen artikelen 6:3, 6:13, derde lid, 6:26, eerste lid, 6°, 6:55, §§ 1 en 2, 6:71, § 1, derde lid, en § 2, 6:72, 6:77, § 1, derde lid, § 2, eerste lid, c), en § 2, derde lid, 6:82, § 2, 6:84, vierde lid, 6:104, §§ 1 en 2, c), 6:113, derde lid, en 6:116.

Die verwijzingen moeten gecorrigeerd worden.

3. De in het voorgestelde boek 6 gehanteerde terminologie, meer bepaald de term “vennoten”, stemt niet overeen met de structuur van het ontworpen wetboek, waarin die term uitsluitend gebruikt wordt in de context van vennootschappen met onbeperkte aansprakelijkheid, “personenvennootschappen” genoemd, die door het ontworpen boek 4 geregeld worden, terwijl in het wetboek de term “aandeelhouders” gebruikt wordt in de context van besloten vennootschappen, waaronder de coöperatieve vennootschap, die door de boeken 5, 6 en 7 geregeld worden. In de Franse tekst van het ontworpen boek 6 wordt bovendien de term “parts” gebezigd, terwijl in het ontworpen wetboek de term “actions” wordt gebruikt. Dit gebrek aan overeenstemming moet worden verholpen.

4. Voor zover bepalingen van het ontworpen boek 5 omgezet worden of bepalingen van de vorige versie van het ontworpen boek 6 overgenomen worden, verwijst de afdeling Wetgeving naar haar vorige adviezen over die bepalingen,² in zoverre er ondertussen nog geen rekening mee gehouden zou zijn.

² Advies 61.988/2, op 9 oktober 2017 gegeven over een voorontwerp van wet ‘tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen’, *Parl.St.* Kamer 2017-18, nr. 54-3119/002, 3 tot 116 (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/61988.pdf>); advies 63.906/2/V, op 13 september 2018 gegeven over een ontwerp van wet ‘tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen’, *Parl.St.* Kamer 2017-18, nr. 54-3119/007, 1 tot 43 (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/63906.pdf>).

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Ontworpen artikel 6:1

De definitie van de coöperatieve vennootschap die voortvloeit uit paragraaf 1, eerste tot derde lid, is niet duidelijk genoeg. De stellers van het amendement lijken een definitie te overwegen die aangeeft wat de specifieke kenmerken van de coöperatieve vennootschap zijn en die haar van de andere vennootschapsvormen onderscheiden, maar terzelfder tijd lijken ze te ontkennen dat een dergelijke definitie noodzakelijkerwijze limitatief van aard is. Bijgevolg kan op basis van de ontworpen tekst aangenomen worden dat de coöperatieve vennootschap zich van de andere vennootschapsvormen onderscheidt, maar men slaagt er niet in om daaruit op te maken welke de specifieke kenmerken ervan zijn.

Bovendien zijn een aantal gebruikte termen te vaag. Zo kan de term “betrokken partijen” die in paragraaf 1, eerste lid, voorkomt op verschillende manieren geïnterpreteerd worden. Dat de term in de eerste zin voorafgegaan wordt door het woord “sommige” zorgt voor nog meer verwarring want, gesteld dat men erin slaagt nauwkeurig aan te geven wie als een “betrokken partij” beschouwd moet worden, zou het nog steeds niet duidelijk zijn welke van die betrokken partijen bedoeld worden in de bepaling. Zo ook is niet duidelijk genoeg wat de in het tweede lid genoemde “coöperatieve sector” precies omvat.

De tweede zin van paragraaf 1, eerste lid, is bijzonder moeilijk te begrijpen. Hij overlapt de eerste zin in zoverre hij betrekking heeft op de behoeften van de vennoten. De woorden “of, in tegenovergestelde zin, door de tussenkomst van dochterondernemingen” houden geen verband met de voorgaande overwegingen. De woorden “die eveneens coöperatieve vennootschappen mogen zijn” zijn overbodig aangezien ze geen verplichtingen opleggen en niets verbieden.

De definitie van de coöperatieve vennootschap die voortvloeit uit paragraaf 1, eerste tot derde lid, heeft nochtans een grote juridische weerslag, aangezien een coöperatieve vennootschap ontbonden kan worden als zij de voorwaarden niet naleeft die door die bepaling gesteld worden (zie het ontworpen artikel 6:115). Het is des te noodzakelijker om die definitie te verduidelijken zodat ze bruikbaar is voor de adressaten ervan.

Ontworpen artikel 6:3

Het woord “uitdrukkelijk” is overbodig en moet geschrapt worden.

Ontworpen artikel 6:7

1. Het ontworpen artikel 6:7 zou melding moeten maken van alle wijzen waarop aandelen verkregen kunnen worden en in het bijzonder van de plaatsing.

In dat geval zou het beter te begrijpen vallen waarom dat artikel deel uitmaakt van titel 2 betreffende de oprichting van de vennootschap, ook al is de strekking ervan algemener.

2. Voorts moeten de woorden “of ze in pand nemen” vervangen worden door de woorden “noch ze in pand nemen”.

Ontworpen artikel 6:13

De vraag rijst of de oogmerken en de waarden van de vennootschap, bedoeld in het ontworpen artikel 6:1, § 3, ook niet bekendgemaakt zouden moeten worden. In voorkomend geval dienen ze vermeld te worden in de lijst van bekend te maken gegevens.

Ontworpen artikel 6:14

Het ontworpen artikel 6:14 handelt over de nietigheid van de coöperatieve vennootschappen, maar de paragrafen 1 en 3 ervan bevatten bepalingen die geen betrekking hebben op de nietigheid.

Ter wille van de duidelijkheid en de samenhang dient:

– de in paragraaf 1 vastgestelde regel, dat de coöperatieve vennootschap door minstens drie vennoten moet worden opgericht, verplaatst te worden naar het ontworpen artikel 6:1;

– paragraaf 3 geschrapt te worden, aangezien hij het ontworpen artikel 6:115 overlapt, dat bepaalt dat de vennootschap ontbonden kan worden indien ze in de loop van haar bestaan niet of niet meer beantwoordt aan de vereisten gesteld in artikel 6:1.

Het ontworpen artikel 6:14 zou zich dan beperken tot zijn huidige paragraaf 2.

Ontworpen artikel 6:16

Tenzij rekening gehouden wordt met opmerking 1 die hierboven gemaakt wordt met betrekking tot het ontworpen artikel 6:7, is de bepaling onder 3° inconsistent, aangezien het voornoemde artikel 6:7 de inschrijving op aandelen door de vennootschap niet verbiedt.

Ontworpen artikel 6:17

Behalve indien rekening gehouden wordt met de hierboven gemaakte opmerking met betrekking tot het ontworpen artikel 6:14, mag de verwijzing naar dat artikel 6:14 in punt 1° enkel op de paragrafen 1 en 2 ervan slaan.

Ontworpen artikel 6:19

1. Het is de bedoeling van de stellers van het amendement om te vermijden dat de regels die voor de coöperatieve vennootschap gelden het gevolg zijn van een verwijzing naar de regels die voor de besloten vennootschap gelden. Het is niet duidelijk waarom ze dat principe in de eerste zin van het derde lid niet toepassen op de regels betreffende de gedematerialiseerde effecten uitgegeven door een coöperatieve vennootschap. Ter wille van de samenhang dient de tekst van de ontworpen artikelen 5:30 tot 5:39, indien nodig in gewijzigde vorm, in boek 6 overgenomen te worden.

2. Hoewel de derde zin van het derde lid lichtjes anders geformuleerd is, overlapt hij globaal genomen het ontworpen artikel 1:12, 2°, terwijl daarvoor geen aanwijsbare reden bestaat.

Hij dient geschrapt te worden.

Ontworpen artikel 6:34

1. Het begrip “bijzonder kader” dat in paragraaf 2 gebezigd wordt, is niet duidelijk. Het is meer bepaald niet duidelijk in welk opzicht dat kader zich zou onderscheiden van een gewoon soort van aandelen dat aan de vennoten-oprichters voorbehouden zou zijn.

2. In paragraaf 3 moet de verwijzing naar artikel 6:45 geschrapt worden ofwel moet de strekking ervan verduidelijkt worden.

Ontworpen titel 4

Ter wille van de samenhang met de indeling van de andere boeken van het ontworpen wetboek (in het bijzonder de boeken 5 en 7 ervan) zou de titel die over het vermogen van de vennootschap handelt titel 5 moeten zijn, volgend op een titel 4 die over de organen en de algemene vergadering van de obligatiehouders handelt.

Ontworpen artikel 6:45

Dit artikel zou duidelijker als volgt gesteld moeten worden:

“Op nieuwe aandelen kan slechts worden ingeschreven door de vennoten en de personen die aan de voorwaarden van artikel 6:41 voldoen om vennoot te kunnen worden.”³

³ Zie in die zin bijvoorbeeld het ontworpen artikel 5:123.

Ontworpen artikel 6:48

1. Paragraaf 1, vierde lid, derde zin, lijkt aan de vennoten het recht te willen verlenen om de verslagen te verkrijgen die in de agenda vermeld worden. Die zin verwijst evenwel naar het ontworpen artikel 6:77, § 3, dat zijnerzijds voorschrijft dat de documenten slechts ter beschikking gesteld moeten worden als de statuten van de vennootschap dat bepalen. Zo dient de samenhang tussen artikel 6:48, § 1, vierde lid, derde zin, en artikel 6:77, § 3, toegelicht te worden zodat duidelijk wordt of de kopie van de verslagen volgens het eerstgenoemde artikel moet worden meegedeeld zelfs wanneer dit niet opgelegd wordt door de statuten van de vennootschap.

In het algemeen lijkt het logisch dat de vennoten steeds het recht hebben om over de documenten te beschikken die hen overeenkomstig het ontworpen wetboek ter beschikking gesteld moeten worden. In die zin zou aan deze opmerking tegemoetgekomen kunnen worden door het ontworpen artikel 6:77, § 3, aldus te wijzigen dat de verplichte terbeschikkingstelling rechtstreeks uit de wet en niet uit een facultatief beding van de statuten voortvloeit.

Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 6:61, § 1, tweede lid, 6:89, tweede lid, 6:93, eerste lid, en 6:94, tweede lid.

2. Paragraaf 1, vijfde lid, maakt een onderscheid tussen de nietigheid van een besluit van de algemene vergadering in geval van een inbreng in natura en de nietigheid van een besluit van het bestuursorgaan in geval van een inbreng in natura zonder uitgifte van nieuwe aandelen.

Toch worden enerzijds de nietigheidsgronden in beide gevallen zonder aanwijsbare reden anders geformuleerd, en wordt anderzijds de bevoegdheid om nieuwe aandelen uit te geven niet voorbehouden aan de algemene vergadering (zie het ontworpen artikel 6:46, § 1, derde lid) en geven de ontworpen artikelen niet aan welk orgaan bevoegd is om inbrengen in natura zonder uitgifte van nieuwe aandelen te aanvaarden (terwijl dat wel het geval is in artikel 5:120, § 2, dat geldt voor de besloten vennootschap).

Ook al neemt deze bepaling artikel 5:133, § 1, vijfde lid, over, het zou beter zijn om in één enkele nietigheidssanctie te voorzien wanneer de verslagen ontbreken die in geval van inbreng in natura voorgeschreven zijn, ongeacht welk orgaan het besluit genomen heeft.

Ontworpen artikel 6:49

1. In onderdeel 1° doet de verwijzing naar artikel 6:6 een probleem rijzen voor zover dit artikel wel van toepassing is op het ogenblik van de oprichting, maar de regel niet herhaald wordt ingeval na de oprichting aandelen uitgegeven worden. De regel zou wel degelijk herhaald moeten worden.⁴

2. In onderdeel 3° moet verwezen worden naar artikel 6:45 en niet naar artikel 6:47.

⁴ Zie in die zin de ontworpen artikelen 5:120, § 1, tweede lid, en 7:177, derde lid wat respectievelijk de besloten vennootschap en de naamloze vennootschap betreft.

Ontworpen artikel 6:55

In de Franse tekst van paragraaf 1, derde lid, moeten de woorden “au conseil compétent” vervangen worden door de woorden “à l’organe compétent”.

Ontworpen titel 4, hoofdstuk 2, afdeling 1

Het opschrift van afdeling 1 van hoofdstuk 2 van de ontworpen titel 4 moet aangevuld worden met de woorden “en tantièmes” zodat de erin opgenomen regels ook betrekking hebben op de uitkeringen aan de leden van het bestuursorgaan, zoals dat het geval is voor de overeenkomstige afdeling van boek 5.

Ontworpen artikel 6:57

In het derde lid zou gepreciseerd moeten worden welk orgaan van de vennootschap bevoegd is om te beslissen over het beleid inzake de bestemming van de winst. Deze aangelegenheid is in het bijzonder van belang gelet op het feit dat de vaststelling of de wijziging van “het handvest” tot de restbevoegdheden van het bestuursorgaan behoort; het is bovendien niet uitgesloten dat het hetzelfde orgaan is dat in bepaalde gevallen het intern reglement vaststelt of wijzigt.⁵ Het zou dan ook paradoxaal zijn dat alleen de algemene vergadering bevoegd is om te beslissen dividenden en tantièmes uit te keren maar dat ze niet bevoegd is om het beleid van de vennootschap te bepalen met betrekking tot deze aangelegenheid.

Ontworpen artikelen 6:62 en 6:63

1. De regels en mogelijkheden die in deze artikelen vervat zijn, vloeien reeds voort uit andere bepalingen van het ontworpen wetboek. Zo spreekt het voor zich dat een bepaling van de statuten waarbij voorzien zou worden in een eigen vermogen of in een onbeschikbare reserve, alleen gewijzigd kan worden onder de voorwaarden die vereist zijn voor de wijziging van de statuten.

Die artikelen zijn dus overbodig, in deze zin dat de opheffing ervan het ontworpen dispositief niet zou wijzigen.

2. Op zijn minst moet de tweede zin van het ontworpen artikel 6:62 weggelaten worden, daar het niet gaat om een toepassing *mutatis mutandis* van artikel 6:58 waarnaar die zin verwijst, maar om een loutere toepassing van dat artikel, waarin reeds sprake is van het geval van onbeschikbaar eigen vermogen.

⁵ Ontworpen artikel 2:59 van het wetboek.

3. Het Franse begrip “objet principal de la société” waarvan sprake in het ontworpen artikel 6:63, wordt niet gedefinieerd in het ontworpen wetboek en is onduidelijk, meer bepaald omdat niet in te zien valt waarin het verschilt van het begrip “objet social”.

Dat Franse begrip “objectif principal” wordt in de ontworpen Nederlandse tekst bovendien weergegeven met de term “maatschappelijk doel”, dezelfde term als die welke in artikel 6:114 gebruikt wordt als tegenhanger van de Franse term “objet social”. In andere artikelen wordt voor “objet social” dan weer een andere term gebruikt (zie o.m. de artikelen 7:1:1 en 7:1:19).

Ontworpen titel 5

Het opschrift van titel 5 moet aangevuld worden met de woorden “en algemene vergadering van obligatiehouders” om niet de indruk te wekken dat de algemene vergadering van obligatiehouders in een coöperatieve vennootschap een orgaan van de vennootschap zou zijn, en om de titel af te stemmen op de daarmee overeenstemmende titel van het ontworpen boek 5.

Ontworpen artikel 6:64

De vraag rijst waarom in paragraaf 1, anders dan in de daarmee overeenstemmende bepaling van het ontworpen boek 5 (artikel 5:70, § 1, tweede lid), niet bepaald wordt dat “bestuurders (...) in deze hoedanigheid niet door een arbeidsovereenkomst met de vennootschap [kunnen] zijn verbonden”, zoals dat overigens volgt uit de socialewetgeving.

Ontworpen artikel 6:73

1. In paragraaf 1, eerste lid, moeten de woorden “van de wet” vervangen worden door de woorden “van dit wetboek”.

2. In paragraaf 2, derde lid, moet het woord “bestuurders” vervangen worden door de woorden “leden van het directiecomité”.

Ontworpen artikel 6:77

In paragraaf 1, derde lid, dient bepaald te worden dat de oproeping eveneens meegedeeld wordt aan de vennoten.

Ontworpen artikel 6:93

De vennootschap zou, naast haar voorwerp, ook de bepalingen van de statuten kunnen wijzigen die betrekking hebben op haar doelen (zie ontworpen artikel 1:1), haar oogmerken of haar waarden (zie ontworpen artikel 6:1, § 3). Om rechtsonzekerheid te voorkomen, dient uitdrukkelijk gepreciseerd te worden of die wijzigingen geregeld worden bij artikel 6:92 dan wel bij artikel 6:93, waarbij erop gewezen wordt dat, bij besloten vennootschappen, voor een wijziging van een doel dezelfde regels gelden als voor een wijziging van het voorwerp (zie ontworpen artikel 5:101), wat te begrijpen valt aangezien het gaat om iets wat minstens even belangrijk is als het voorwerp van de vennootschap.

Het opschrift van onderafdeling 2 waarin dit artikel opgenomen is, moet in voorkomend geval aangepast worden.

Ontworpen artikel 6:95

Het woord “het” moet vervangen worden door het woord “dit”.

AMENDEMENTEN NRS. 464 TOT 530

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. De amendementen nrs. 464 tot 530 strekken ertoe in het Belgisch recht een rechtsstelsel in te voeren naar het model van de Franse wet nr. 78-763 van 19 juli 1978 ‘portant statut des sociétés coopératives de production’, dat toepasselijk is op de vennootschap met coöperatief en participatief beheer (vcpb) alsook op de verenigingen van dergelijke vennootschappen.

Een dergelijk voorstel moet echter op een harmonieuze en coherente wijze geïntegreerd worden in de andere bepalingen van het Belgisch recht, en in het bijzonder in het ontworpen wetboek. Uit wat volgt, blijkt evenwel dat dit bij de huidige stand van de amendementen niet het geval is.

2. In die amendementen worden concepten gebruikt die niet, of niet langer, gebruikt worden in het geldende Belgisch recht of die niet meer zullen worden gebruikt wanneer het ontworpen wetboek aangenomen wordt. Bij wijze van voorbeeld moeten de begrippen handelsnaam, handelsvennootschap, rechtbank van koophandel en vennootschap met een sociaal oogmerk vervangen worden door de begrippen naam, vennootschap, ondernemingsrechtbank en sociale onderneming (zie inzonderheid de in de amendementen voorgestelde artikelen 7:1:3, 7:1:4, 7:1:5, vierde lid, 7:1:18, derde lid, 7:1:45, vierde lid, en 7:1:52, vierde lid).

Bij het ontworpen wetboek wordt het economisch samenwerkingsverband als rechtsvorm opgeheven (zie evenwel het bij amendement nr. 516 voorgestelde artikel 7:1:42). Daarnaast is het niet duidelijk waarnaar de begrippen “federaties”, “groeperingen” en “voorzorgs- of bijstandsinstanties van vcpb’s” in dat artikel verwijzen.

Bij het ontworpen wetboek wordt het begrip wettelijke reserve opgeheven (zie evenwel de bij de amendementen voorgestelde artikelen 7:1:27, 7:1:28, punt 1, en 7:1:43, punt 2) alsook het begrip coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid (zie evenwel artikel 7:2:24 (lees: “7:1:24”)).

In het ontworpen wetboek wordt de generieke term bestuursorgaan gebruikt om de bestuursorganen van alle vennootschappen aan te duiden (zaakvoerders, raad van bestuur, directieraad enzovoort) (zie evenwel inzonderheid de bij de amendementen voorgestelde artikelen 7:1:8 en 7:1:15). De terminologie gebruikt om degenen die belast zijn met de leiding van de vennootschap aan te duiden is echter niet eenvormig in de verschillende voorgestelde artikelen en stemt niet overeen met die welke gebruikt wordt in de andere bepalingen van het ontworpen wetboek (zie inzonderheid de bij de amendementen voorgestelde artikelen 7:1:14, 7:1:15, 7:1:17, 7:1:19, derde lid, 7:1:25, 7:1:33, eerste lid, 7:1:34, tweede lid, 7:1:35, eerste en derde lid, 7:1:47 en 7:1:52, vierde lid).

In de Franse tekst van de amendementen worden als tegenhanger van de Nederlandse term “werknemer” de Franse termen “travailleur” (zie inzonderheid de bij de amendementen voorgestelde artikelen 7:1:1, 7:1:5, 7:1:6, 7:1:8, 7:1:10, 7:1:11, 7:1:15, 7:1:18, 7:1:22, 7:1:24, 7:1:26, 7:1:28, 7:1:29, 7:1:34, 7:1:36, 7:1:37, 7:1:38 en 7:1:43), “salarié” (zie inzonderheid de bij de amendementen voorgestelde artikelen 7:1:27, 7:1:32, 7:1:33, 7:1:34, 7:1:35, 7:1:37 en 7:1:48) en “employé” (zie inzonderheid de bij de amendementen voorgestelde artikelen 7:1:16 en 7:1:43) door elkaar gebruikt zonder dat een duidelijk onderscheid tussen die termen wordt gemaakt. Die begrippen zouden eveneens in overeenstemming gebracht moeten worden met het begrip “personeel” dat gedefinieerd wordt in het ontworpen artikel 1:27. Er wordt bovendien niet gepreciseerd of de werkgever van die werknemers de vennootschap moet zijn dan wel of ze eventueel tewerkgesteld zouden kunnen zijn door een andere vennootschap dan die waarvan ze vennoot zijn (en die eventueel verbonden is met de vennootschap waarvan ze vennoot zijn).

Op talrijke plaatsen worden in de amendementen ook de begrippen “vennootschap”, “onderneming” en “bedrijf” door elkaar gebruikt (zie inzonderheid de bij de amendementen voorgestelde artikelen 7:1:1, 7:1:5, 7:1:6, 7:1:16, 7:1:26 enzovoort).

3. Uit het ontworpen artikel 7:1:1 blijkt dat het statuut van vcpb toegankelijk zou zijn voor alle vennootschappen die rechtspersoonlijkheid hebben.

Los van het feit dat sommige bepalingen erop lijken te wijzen dat het zou gaan om coöperatieve vennootschappen (bijvoorbeeld de artikelen 7:1:2 en 7:1:19, eerste lid, punt 2), zijn sommige bepalingen die de vcpb regelen en die, luidens het ontworpen artikel 7:1:1, in de statuten opgenomen zouden moeten zijn, evenwel in tegenspraak met dwingende bepalingen van het ontwerp die van toepassing zijn op sommige vennootschapsvormen.

Bij wijze van voorbeeld:

– de besloten vennootschappen en de coöperatieve vennootschappen hebben geen kapitaal, ongeacht of amendement nr. 463 aangenomen wordt of niet. De bepalingen met betrekking tot de vcpb die voorzien in of uitgaan van het bestaan van een kapitaal (zie inzonderheid de ontworpen artikelen 7:1:3, 7:1:4, 7:1:5, derde lid, 7:1:19, eerste lid, 7:1:21, tweede lid, 7:1:22, eerste lid, 7:1:23 en 7:1:33, derde lid) zijn niet verenigbaar met de bepalingen van het ontworpen wetboek, waaruit volgt dat besloten vennootschappen en coöperatieve vennootschappen geen kapitaal hebben, zodat het statuut van vcpb niet toegankelijk zou zijn voor besloten vennootschappen en coöperatieve vennootschappen;

– het ontworpen artikel 7:1:11, eerste lid, dat bepaalt dat de “werknemers-vennoten (...) minstens 50 % van de stemrechten in de algemene vergadering [moeten] bezitten”, lijkt onverenigbaar met het ontworpen artikel 7:55, dat met betrekking tot de naamloze vennootschap bepaalt dat de statuten “het aantal stemmen waarover iedere aandeelhouder in de vergaderingen beschikt, [kunnen] beperken, *op voorwaarde dat die beperking verplicht van toepassing is op iedere aandeelhouder* zonder onderscheid van het effect waarmee hij aan de stemming deelneemt” (eigen cursivering); hetzelfde probleem doet zich voor in verband met het ontworpen artikel 7:1:22, tweede lid; het statuut van vcpb zou dus niet toegankelijk zijn voor naamloze vennootschappen;

– zoals omstandiger uiteengezet in algemene opmerking 5 hierna, is het ontworpen artikel 7:1:16 niet verenigbaar met de ontworpen artikelen 5:70, § 1, tweede lid, en 7:85, § 1, derde lid;

– het “optioneel” inschrijven op aandelen zoals bedoeld in het ontworpen artikel 7:1:19, eerste lid, punt 3, lijkt onverenigbaar met de verplichting de aandelen onvoorwaardelijk te plaatsen in de naamloze vennootschap (ontworpen artikelen 7:4 en 7:177, derde lid), in de besloten vennootschap (ontworpen artikelen 5:5 en 5:120, § 1, tweede lid,) en in de coöperatieve vennootschap (ontworpen artikelen 6:3, § 1, 5:5 en 5:120, § 1, tweede lid, of, als amendement nr. 463 aangenomen wordt, ontworpen artikel 6:6);

– de terugbetaling of terugkoop van aandelen zoals bedoeld in het ontworpen artikel 7:1:21, tweede lid, is, als die ten laste komt van de vennootschap, niet toegestaan voor naamloze vennootschappen of is minstens onderworpen aan de voorwaarde dat een aanbod onder dezelfde voorwaarden gericht wordt aan alle aandeelhouders (ontworpen artikel 7:215, § 1, eerste lid, 4°), hetgeen niet verenigbaar is met het mechanisme zoals bedoeld in het ontworpen artikel 7:1:21, tweede lid; dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor de ontworpen artikelen 7:1:26, 7:1:38 en 7:1:45, tweede lid;

– wanneer het mechanisme zoals bedoeld in het ontworpen artikel 7:1:25 toegepast wordt in een naamloze vennootschap, komt dat neer op een kapitaalsvermindering die moet geschieden met inachtneming van de procedure zoals bedoeld in de ontworpen artikelen 7:208 en 7:209, wat er meer bepaald aan in de weg staat dat de beslissing genomen zou worden door het bestuursorgaan, zoals dat nochtans bepaald wordt in het ontworpen artikel 7:1:25; bovendien komt dit artikel erop neer dat de plaatsing van het kapitaal voorwaardelijk wordt gemaakt, wat onverenigbaar is met de reeds vermelde ontworpen artikelen 7:4 en 7:177, derde lid;

vergelijkbare onverenigbaarheden doen zich voor wat de besloten en de coöperatieve vennootschappen betreft, ten aanzien van de onvoorwaardelijkheid van de plaatsing van de inbreng en van de regels in verband met de uitkeringen;

– ontworpen artikel 7:1:30, eerste lid, waarbij aan de FOD Economie de bevoegdheid verleend wordt om de statuten van de vcpb's te wijzigen, is, in de veronderstelling dat zulks de strekking is van de tekst, onverenigbaar met de ontworpen bepalingen waarbij die bevoegdheid verleend wordt aan de algemene vergadering (inzonderheid de ontworpen artikelen 5:100 tot 5:102 en 7:153 tot 7:155).

4. De amendementen bevatten overbodige bepalingen, hetzij omdat ze een herhaling zijn van een regel die al voortvloeit uit een andere bepaling van het ontworpen wetboek of van een andere wetgeving, hetzij omdat daarbij louter een handeling toegestaan wordt die door geen enkele andere bepaling verboden wordt (zie inzonderheid de artikelen 7:1:1, eerste tot derde lid, 7:1:2, 7:1:11, derde en vierde lid, 7:1:19, tweede lid, 7:1:44, 7:1:51 en 7:1:53, tweede lid).

5.1. Aangezien de ontworpen bepalingen belangrijke aspecten bevatten in verband met de betrokkenheid van de werknemers bij de vennootschappen, moeten ze beter afgestemd worden op de bepalingen die vallen onder het sociaal recht in ruime zin.

In dat verband dienen de volgende opmerkingen gemaakt te worden.

5.2. De ontworpen artikelen 7:1:6, tweede lid, en 7:1:9 lijken onverenigbaar met artikel 24, eerste en tweede lid, van de wet van 3 juli 1978 'betreffende de arbeidsovereenkomsten', waarbij het inzonderheid verboden is om "als voorwaarde voor het sluiten van een arbeidsovereenkomst (...) de verplichting voor de werknemer op [te] leggen om, onder welke vorm dan ook, roerende effecten zoals obligaties, aandelen, deelbewijzen of participaties aan te kopen, erop in te schrijven of uit te wisselen (...)". Die kwestie is des te belangrijker daar die ontworpen artikelen afbreuk kunnen doen aan de vrijheid van vereniging, die inzonderheid verankerd is in artikel 27 van de Grondwet en in artikel 11 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, welke vrijheid gelezen wordt in het licht van aanbeveling nr. 193 van de Internationale Arbeidsorganisatie 'sur la promotion des coopératives'.⁶

⁶ Artikel 8, lid (1), *littera* (b) van die aanbeveling luidt als volgt:

"Les politiques nationales devraient notamment:

(...)

(b) faire en sorte que les coopératives ne puissent pas être créées ou être utilisées aux fins de se soustraire à la législation du travail et ne servent pas à établir des relations de travail déguisées et lutter contre les pseudo-coopératives violant les droits des travailleurs, en veillant à ce que le droit du travail soit appliqué dans toutes les entreprises;

[...]".

In dat verband bepaalt artikel 4 van de wet van 24 mei 1921 ‘tot waarborging der vrijheid van vereeniging’, welke wet ervoor zorgt dat artikel 27 van de Grondwet daadwerkelijk uitwerking heeft, het volgende:

“Met dezelfde straffen wordt gestraft al wie kwaadwillig, met het doel de vrijheid van vereeniging te krenken, het sluiten, het uitvoeren of, zelfs wanneer hij de gebruikelijke opzeggingen in acht neemt, het voortzetten van een arbeids- of dienstovereenkomst afhankelijk stelt hetzij van de aansluiting, hetzij van de niet aansluiting van een of meer personen bij een vereeniging”.

Een dergelijke inbreuk veronderstelt een heel bijzondere rechtvaardiging; een dergelijke rechtvaardiging is niet opgenomen in de verantwoording van de amendementen.

5.3. De ontworpen artikelen 7:1:10, eerste lid, punt 2, en 7:1:17 lijken in sommige gevallen de voorwaarden voor het ontslag van de werknemers te wijzigen waarin voorzien is bij of krachtens de wet van 3 juli 1978.

5.4. De ontworpen artikelen 7:1:6, tweede lid, “7:2:24” (lees: “7:1:24”), derde lid, en 7:1:37, tweede lid, lijken onverenigbaar met artikel 23 van de wet van 12 april 1965 ‘betreffende de bescherming van het loon der werknemers’: het is niet duidelijk wat de strekking is van de verwijzing in die bepalingen naar artikel 23 van de wet van 12 april 1965, aangezien laatstgenoemde bepaling een specifieke regeling bevat voor een aantal welbepaalde gevallen die niet aan bod komen in de voorliggende amendementen; hetzelfde geldt wat betreft de samenhang van de voorliggende bepalingen met dat artikel 23.

5.5. Terwijl in de bepalingen van het socialezekerheidsrecht en van het ontworpen wetboek (in het bijzonder de artikelen 5:70, § 1, tweede lid, en 7:85, § 1, derde lid, ervan) de vennootschapsbestuurders beschouwd worden als zelfstandige werknemers die in die hoedanigheid “niet door een arbeidsovereenkomst met de vennootschap [kunnen] zijn verbonden”, wordt bij het ontworpen artikel 7:1:16 voorzien in een tegengestelde regel zonder dat daarin aangegeven wordt hoe die tegenstelling opgelost moet worden.

6. Bij de amendementen wordt een systeem ingevoerd voor de participatie van de werknemers in het aandeelhouderschap en het bestuur van de vennootschappen waarbij ze terwerkgesteld zijn, welke aangelegenheid eveneens valt onder de wet van 22 mei 2001 ‘betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal van de vennootschappen en tot instelling van een winstpremie voor de werknemers’. Meer bepaald de artikelen 12 tot 17 van die wet regelen de coöperatieve participatievennootschap.

Ongeacht of de amendementen waarover dit advies gegeven wordt, aangenomen worden of niet, moet de wetgever ervoor zorgen dat die wet verenigbaar is met de ontworpen bepalingen die de coöperatieve vennootschap regelen. Hij moet, in voorkomend geval, eveneens de vcpb en de coöperatieve participatievennootschap duidelijk unificeren of van elkaar onderscheiden. Hij zou eveneens de relevante bepalingen van de wet van 22 mei 2001 kunnen opheffen, in welk geval hij er in het ontworpen wetboek evenwel niet meer naar zou mogen verwijzen.

7. De wetgever kan, met inachtneming van de hogere normen, voorzien in een bijzonder belastingstelsel voor de vcpb's of hun vennoten. In voorkomend geval moet hij de relevante bepalingen van de belastingwetboeken of belastingwetten wijzigen en daarin een specifieke reglementering opnemen met betrekking tot de vcpb's of hun vennoten.

De aard van de toegewezen bedragen moet uit fiscaal oogpunt duidelijk zijn. Zo biedt artikel 7:1:28, eerste lid, punt 3, waarbij een gedeelte van de winst van de vennootschap toegewezen wordt aan alle werknemers, zelfs als ze geen vennoot zijn, geen antwoord op de vraag of die toewijzing belast zal worden als dividend of als beroepsinkomen.

Verwijzingen zoals in het ontworpen artikel 7:1:29, eerste lid, waarvan de Franse tekst overigens onbegrijpelijk is, bieden niet voldoende opheldering of duidelijkheid.

8. Op wetgevingstechnisch vlak wordt met name het volgende opgemerkt:

- de wijzigings-, opheffings en overgangsbepalingen mogen niet ingevoegd worden in het ontworpen wetboek maar moeten, in voorkomend geval, ondergebracht worden in hoofdstuk IV van de ontworpen wet (zie de ontworpen artikelen 7:1:29, tweede lid en 7:1:53, eerste lid [in de veronderstelling dat er thans al vcpb's en verenigingen van vcpb's bestaan]);

- de meeste verwijzingen naar artikelen zijn verkeerd waardoor het niet duidelijk is naar welke bepaling, en soms zelfs naar welke wetgevende tekst, verwezen wordt;

- de opschriften van de titels, hoofdstukken en afdelingen moeten aldus herzien worden dat de titels onderverdeeld worden in hoofdstukken en de hoofdstukken in afdelingen en dat de inhoud van elke onderverdeling overeenstemt met het opschrift dat eraan gegeven wordt.

9. In het licht van de fundamentele aard en de omvang van de voorgaande algemene opmerkingen worden de amendementen nrs. 464 tot 530 niet nader onderzocht.

AMENDEMENTEN NRS. 531 TOT 534

Amendement nr. 531 (ontworpen artikel 7:53)

1. In advies 63.906/2/V⁷ heeft de afdeling Wetgeving opmerkingen geformuleerd over het dispositief van het ontwerp dat haar werd voorgelegd in verband met de voorwaarden waaronder de beursgenoteerde vennootschappen konden beslissen een dubbel stemrecht te verlenen voor de aandelen die voldeden aan de in het ontwerp bepaalde voorwaarden. Die opmerkingen hadden inzonderheid betrekking op het risico op schending van de rechten van

⁷ Advies 63.906/2/V, op 13 september 2018 verstrekt over een voorontwerp van wet 'tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen', *Parl.St.* Kamer, 2017-18, nr. 54-3119/007, 28 tot 30 (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/63906.pdf>).

bepaalde aandeelhouders, wat strijdig zou kunnen zijn met de hogere normen, meer bepaald met die ter bescherming van het eigendomsrecht en die ter waarborging van een gelijke en non-discriminatoire behandeling, al dan niet in combinatie met het beginsel van gewettigd vertrouwen.

Door het dubbele stemrecht in te voeren, zonder de aandeelhouders die 25 %, 33 %, 51 % of zelfs 74 % van de stemrechten bezitten de mogelijkheid te bieden zich daartegen te verzetten, gaat het amendement nog verder dan het eerder onderzochte dispositief en is het dan ook aan dezelfde kritiek onderhevig.

2. Bovendien valt het te betwijfelen of het ontworpen dispositief de beoogde doelstelling bereikt om van rechtswege te voorzien in een dubbel stemrecht in de beursgenoteerde vennootschappen, aangezien het ontworpen artikel 7:53, § 1, eerste lid, niet dwingend is en niet strekt tot wijziging van de statuten van de bestaande vennootschappen, die overeenkomstig het huidige recht voorzien in een enkelvoudig stemrecht; het legt evenmin de wijziging van die statuten op.

Amendement nr. 532 (ontworpen artikel 6:1)

Hoewel de voorgestelde definitie van coöperatieve vennootschap in een andere context verhelderend kan zijn, is ze niet op haar plaats in een juridisch dispositief zoals dat van het ontworpen wetboek, met name in zoverre ze berust op begrippen die, in het ontwerp van wetboek, een precieze technische betekenis krijgen die niet overeenstemt met die van de definitie. In het ontworpen wetboek wordt bijvoorbeeld een duidelijk onderscheid gemaakt tussen de vennootschappen en de verenigingen (ontworpen artikelen 1:1 tot 1:4) en zou het incoherent zijn daarin vervolgens te stellen, zoals voorgesteld wordt in het amendement, dat een (coöperatieve) vennootschap een vereniging is.

Zo worden de concepten vrijwillig samenwerkingsverband, autonomie van de rechtspersoon, collectieve eigendom en democratische macht, als men die in een meer politieke dan juridische zin verstaat, eveneens technisch ten uitvoer gelegd in de bepalingen van het ontworpen wetboek die betrekking hebben op de coöperatieve vennootschappen, volgens de nadere regels die daarin opgenomen zijn. Het opnemen van een niet-juridische definitie van coöperatieve vennootschap in een reeds erg onduidelijke definitie (zie de opmerkingen bij het ontworpen artikel 6:1 in amendement nr. 463, waarnaar voor het overige verwezen wordt), zaait eerder verwarring dan dat het helpt de ideeën ten uitvoer te leggen waaraan de stellers van het amendement vasthouden.

Amendement nr. 533 (ontworpen artikel 3:6)

De voorgestelde bewoordingen in de bepaling onder 1° moeten toegevoegd worden in paragraaf 1, tweede lid.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT